INVESTISSEMENT TOURISTIQUE À JIJEL

Des projets fantômes et des terrains bradés

En dépit des potentialités touristiques dont dispose la wilaya de Jijel, force est de constater que l'investissement touristique demeure le parent pauvre de l'investissement privé dans une wilaya où une poignée de pseudo investisseurs a fait main basse sur des centaines d'hectares, avec la complicité des services concernés d'alors sans qu'ils réalisent la moindre bicoque.

En effet, les avis sont unanimes à dire que la wilaya souffre d'un important déficit en structures d'accueil, pour répondre au flux d'estivants et visiteurs, à la recherche de moments de détente sur les splendides plages jijeliennes chaque année.

S'agissant de l'investissement touristique, selon un rapport établi par les services de la wilaya, on dénombre seulement 15 projets qui sont actuellement opérationnels avec une capacité de 1 639 lits et 162 postes d'emploi créés. Des structures qui demeurent en deçà des besoins d'une wilaya qui accueille plus de 8 millions d'estivants annuellement. Ledit rapport fait état, par ailleurs, de l'existence de cinq projets en cours de réalisation avec un taux d'avancement avoisinant les 70 % et dont le démarrage remonte à plus de vingt ans.

Lesdits projets, qui avancent à pas de tortue, s'étendent sur une superficie de 27 ha d'assiettes foncières, située sur la splendide côte jijelienne. On apprend également qu'il existe 8 projets s'étendant sur une superficie de 151 814 m³ soit plus de 15 ha, et dont les travaux n'ont pas encore démarré pour des motifs divers, tels la contrainte financière et les contentieux juridiques sur la nature des terrains. Des projets d'investissement fantômes dont l'actuelle réalité résume, à elle seule, la démarche hasardeuse des pouvoirs publics dans la gestion du dossier de l'investissement touristique au milieu des années 90. Comment se fait-il qu'on donne un terrain d'un ha à un demandeur de logement social ? Sur quelle base et quelle logique donne-t-on deux concessions s'étendant sur une dizaine d'hectares, à deux cents mètres de la mer à un investisseur qui a du mal à réaliser une bicoque ? Ledit rapport fait état en outre de l'existence de 13 projets s'étendant sur une superficie de plus de 27 ha remontant à plus de vingt ans. Ils sont à l'arrêt pour nombre de motifs dont les procédures administratives, les contentieux juridiques et les contraintes financière. Une situation inédite qui renseigne sur la démarche hasardeuse des pouvoirs publics dans la gestion du dossier de l'investissement touristique et qui doit interpeller les hautes autorités du pays afin d'intervenir pour combattre «ces intouchables» et restituer ce «butin de guerre «des mains de la mafia du foncier. Celle-ci a déjà fait des ravages en cette conjoncture où le discours sur l'investissement touristique est réduit à «de la parlote politicienne» d'une poignée de bureaucrates dans les salons algérois feutrés et calfeutrés, et déconnectés de la réalité complexe de ce dossier. Un dossier qui nécessite une volonté politique courageuse pour nettoyer les écuries d'Augias. Chose qui fait malheureusement défaut actuellement. Face à ce bradage annoncé de ces bijoux dont la valeur est inestimable, des citoyens lancent à un appel à qui de droit pour combattre les spéculateurs de tous bords.

Photo : DR

Bouhali Med Cherif

GRANDE PERTURBATION DE L'AEP À ANNABA

La Seata se rappelle du problème une semaine après

La Société de l'eau et de l'assainissement d'El Tarf et Annaba (Seata) a bien voulu informer la population de la ville d'Annaba et sa banlieue qu'une rupture de l'approvisionnement en eau potable sera observée à partir du 16 décembre en cours. C'est une louable initiative. Mais le hic est que la rupture a bel et bien été constatée par les habitants depuis plus d'une semaine déjà !

A en croire le communiqué de la Seata, la nouvelle coupure est prévue pour durer trois jours. Donc, au total, c'est pendant plus de 10 jours que des quartiers entiers de l'antique Hippone n'ont pas vu la moindre goutte couler de leurs robinets. Dans quelques autres quartiers, cette eau, distribuée un jour sur trois n'a bénéficié aux habitants du rez-de-chaussée des immeubles. C'est devenu un disque rayé.

A chaque perturbation, la Seata ne trouve que la même formule pour l'expliquer. Elle l'impute à une «rupture dans la conduite principale» reliant le barrage de Cheffia, situé dans la wilaya d'El Tarf, à la station de traitement de Chaïba (Annaba).

Dans cette ville, c'est un spectacle désolant que celui de personnes de tous les âges traînant des jerricans à longueur de journée pour subvenir à leurs besoins quotidiens en cette ressource vitale.

Et dire que cela fait plus de quatre ans que cette société, selon ses prévisions, aurait en principe commencé à appliquer le programme qu'elle avait elle-même arrêté pour approvisionner la population de la wilaya d'Annaba et qui prévoyait une distribution non-stop, c'est-à-dire 24 heures sur 24. Malheureusement, on est très loin du compte.

A. Bouacha

TRAVAUX PUBLICS

À quand la reprise des travaux de la section de la wilaya d'El Tarf de l'autoroute Est-Ouest ?

Les habitants de la wilaya d'El Tarf sont dans l'expectative et se posent des questions sur le sort de la section de l'autoroute Est-Ouest qui traverse le territoire de la wilaya sur une distance de 87,6 km.

En effet, depuis deux années, les travaux sont à l'arrêt et on susurre qu'ils vont reprendre à la fin du mois en cours. Aussi, lors d'une réunion consacrée aux préparatifs de la saison hivernale, il y a deux mois, pour prévenir d'éventuelles inondations, le représentant pour la wilaya de l'ANA (Agence nationale des autoroutes), suite à une question du wali, Ahmed Maâbed, sur le sujet, rétorqua que les travaux reprendront au cours de ce mois de décembre, le cas échéant, au mois de janvier, dès lors qu'un accord a été trouvé avec le groupe japonais Coojal, l'entreprise réalisatrice, sur le paiement d'un avenant litigieux pour les travaux supplémentaires exécutés.

Selon des sources crédibles, «les travaux sont à l'arrêt depuis décembre 2009 et le taux d'avancement est estimé au mois de mai 2009 par l'ANA à 52%. La section de la wilaya est comprise entre le PK 334+625 et le PK 424+151, soit entre la limite de la wilaya d'Annaba et la frontière tunisienne. Les travaux de la réalisation de l'autoroute ont démarré d'une manière effective au mois de mars 2008, date de la signature du contrat d'application n°03 du lot Est, relatif aux sections El Tarf et Annaba sur 123 km». La section de l'autoroute Est-Ouest de la wilaya d'El Tarf, d'un linéaire de 87,6 km traverse le réseau routier existant soit : 6 routes nationales, 4 chemins de Wilaya et 29 chemins communaux. Aussi, la section comprend trois aires de repos au niveau des communes d'Ain El Assel, le Lac des oiseaux et Besbès et deux aires de services localisées au niveau des communes de Bouteldja et Chihani. Nos sources feront remarquer que l'entreprise Coojal s'est heurtée à des contraintes inattendues de plusieurs ordres dont, entre autres, «le linéaire de 47 km sur un total de 87,6 km que compte la section de la wilaya d'El Tarf, présente des contraintes naturelles dont : 22 km de zones inondables, nécessitant une étude spécifique et 25 km de zones montagneuses très accidentées, nécessitant l'utilisation de grandes quantités de substances explosives pour l'extraction d'un volume rocheux de 5 300 000 m³».

Reste que la meilleure façon d'éviter les supputations et autres rumeurs est la publication par le ministère de tutelle d'un communiqué pour connaître avec précision la date effective de la reprise des travaux.

Daoud Allam

Le siège de la commune fermé depuis une semaine à Berrihane

«Le siège de la commune balnéaire de Berrihane est fermé depuis une semaine par des citoyens en colère à cause de l'affichage de la liste des 50 logements sociaux locatifs (LSP) et des résultats des élections qui ont reconduit l'ex-maire dans ses mêmes fonctions. Les protestataires ont tout bonnement cadenassé la porte principale d'accès», ont rapporté des citoyens de la commune en question.

Et d'ajouter : «Nous sommes pris en otages par des personnes aux desseins inavoués. Nous nous trouvons, de fait, pénalisés par ce comportement. Nous avons des documents administratifs à établir. Les citoyens sont ainsi lésés.»

Cependant, les protestataires réclament ni plus ni moins la présence du wali pour lui faire part de leurs revendications. «Une condition sine qua non pour rouvrir les portes du siège de la commune.»

Pour rappel, la commune de Berrihane est en train de devenir l'une des plus riches communes d'Algérie, grâce à la fiscalité versée par la grande station électrique de Koudiat Edraouch. Son excédent budgétaire a atteint l'année dernière, les 30 milliards de centimes.

D. A.

GUELMA

Une famille intoxiquée au gaz, un mort et 4 hospitalisés

Dimanche soir, une famille de cinq personnes a été intoxiquée au monoxyde de carbone, dans une maison au centre de Guelma.

Une fillette de 5 ans, dont l'état général était altéré, a été évacuée en extrême urgence dans un véhicule particulier, avant l'arrivée des secours. Elle est décédée à son arrivée à l'hôpital. Les autres membres de cette famille ont été transportés au service des urgences de l'EPH Okbi de Guelma, par les éléments de la Protection civile. Hospitalisées, les quatre victimes, âgées entre 6 mois et 18 ans, font une cure d'oxygène en fonction de la gravité de l'intoxication au monoxyde de carbone. Les médecins ne craignent pas pour les conséquences sur leur santé, apprend-on de source hospitalière.

A priori, la fuite de gaz viendrait d'un chauffe-eau, qui était allumé dans un espace étanche, sans aération.

N. Guergour